

ANGOLA

Les espoirs de réconciliation compromis par la reprise des violences
Index AI : AFR 12/06/98

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est très préoccupée par la récente augmentation de ce qui semble être des homicides à caractère politique et par le déplacement de plusieurs milliers de personnes en Angola. Des années d'efforts pour passer de la méfiance à la réconciliation pourraient être anéanties si cette vague de violence et d'atteintes aux droits humains ne cessait pas.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, au moins 40 personnes, dont plus de 20 policiers, auraient été tuées durant le seul mois de mai et des dizaines d'autres blessées ou portées disparues. Ces chiffres représentent une hausse alarmante de 50 % depuis janvier 1998.

Certains des attentats de mai se sont accompagnés de raids et de pillages mais d'autres ne visaient, semble-t-il, que la police et les autorités, les représentants des Nations unies et parfois les chefs traditionnels. De nombreuses attaques sont attribuées à d'anciens soldats de l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), mais on ne sait dans quelle mesure ils ont agi de façon coordonnée. Durant ces quatre derniers mois, dans des zones auparavant sous le contrôle de l'UNITA et dorénavant sous celui de l'État, la police angolaise aurait tué des partisans de l'UNITA.

Le processus de paix angolais est censé aboutir le 30 juin, mais des tâches décisives n'ont pas été menées à bien. L'UNITA doit toujours céder 63 zones à l'État, dont ses bastions clé de Bailundo et Andulo. Des mouvements de groupes importants d'hommes en armes ont été signalés ; il s'agirait de soldats de l'UNITA démobilisés ou non enregistrés.

La rupture du processus de paix en novembre 1992 a été marquée par des milliers d'homicides arbitraires et délibérés des deux côtés ; le conflit qui s'est ensuivi a eu des résultats désastreux pour la structure sociale et économique du pays, plus d'un million de personnes ayant été déplacées et le nombre de morts étant estimé à 100 000.